

FAISONS LE CHOIX DE L'INTELLIGENCE COLLECTIVE



CONTRIBUTION DE LAURENT BERGER



Titulaire d'une maîtrise d'histoire, conseiller en insertion professionnelle, Laurent BERGER a exercé des responsabilités syndicales dans son entreprise, à Saint-Nazaire, puis dans les organisations locale et régionale de la CFDT. Il est Secrétaire général de la CFDT depuis novembre 2012. Depuis mai 2019, il est également président de la Confédération européenne des syndicats.

RÉSUMÉ

Les bouleversements que nous connaissons mettent nos démocraties, déjà fragilisées, à rude épreuve. Si les enjeux sociaux, économiques ou environnementaux réclameront des actions fortes et rapides, nous ne devons pas occulter l'enjeu démocratique. C'est en impliquant les citoyens et les différents acteurs de la société que nous adopterons les réponses les plus efficaces et que nous consoliderons le vivre ensemble.

La crise sanitaire que nous traversons rend encore plus impérieuse la nécessité de poser les actes d'un nouveau modèle de développement, un modèle qui allie justice sociale, transition écologique et impératif démocratique. Comment transformer nos habitudes de production au prisme de ces priorités ? Comment protéger les individus de ces nouveaux risques ? On ne pourra répondre à ces enjeux qu'en incluant les citoyens et les travailleurs.

Alors que nous devons faire des choix qui façonneront « le monde d'après », s'interroger sur la manière de décider collectivement n'a donc rien de superflu. La pertinence des décisions que nous devons prendre, leur applicabilité et leur justesse, dépendra en grande partie de la méthode employée. Ce questionnement vaut d'autant plus la peine que cette crise intervient dans un contexte démocratique déjà très fragile. Chacun a pu noter qu'il est devenu difficile de débattre et d'exposer des idées contradictoires. Je crois que c'est devenu vrai dans le débat public comme dans la sphère privée. Une étude récente du Cevipof a également montré un scepticisme croissant quant à la capacité de nos systèmes démocratiques à faire face efficacement aux défis qui sont devant nous.

Pour que « le monde d'après » ne ressemble pas à celui d'avant, laissons de côté les vieilles méthodes. La verticalité, le huis clos, le court-termisme... Toutes ces pratiques nous mènent dans le mur. La pandémie qui traverse nos pays renforce les inégalités existantes et en crée de nouvelles. Nous n'avons pas tous vécu, par exemple, le confinement de la même manière : certains en télétravail, d'autres en chômage partiel, d'autres encore continuent de se rendre sur leur lieu de travail ; certains sont dans des logements exiguës, d'autres ont plus d'espace ; certains auront été touchés directement par la maladie, ou auront perdu un proche... Difficile de dire dans quel état nous sortirons collectivement de cette période. Mais une chose est sûre, des mesures uniformes venues d'en haut ne pourront pas répondre à la diversité de ces situations.

« Pour que « le monde d'après » ne ressemble pas à celui d'avant, laissons de côté les vieilles méthodes. La verticalité, le huis clos, le court-termisme... »

Commençons par regarder le réel tel qu'il est, dans son entièreté. Examinons la situation économique mais aussi sanitaire, éducative, sociale,

environnementale... A côté du PIB, de nouveaux indicateurs de richesse doivent pouvoir orienter nos politiques publiques.

Puis, appuyons-nous sur ce diagnostic partagé pour fixer les grands principes du monde de demain et en poser les premiers jalons. Si nous avons besoin d'utopies mobilisatrices, les promesses de grand soir non suivies de transformations concrètes ne créent que désillusion et désespérance.

Enfin, ces deux étapes ne pourront être conclusives sans l'implication la plus large possible de la société. Les citoyens aspirent à être écoutés et considérés. Il y a sûrement de nouvelles techniques à inventer pour permettre à toutes et tous de s'exprimer. La période a vu fleurir de nombreuses plateformes participatives. Assurons-nous qu'elles ne creusent pas des inégalités déjà existantes. Assurons-nous que les plus précaires, par un moyen ou par un autre, puissent également se faire entendre.

Les associations, les organisations syndicales, ce qu'on appelle les corps intermédiaires, doivent y contribuer. Durant le confinement, la CFDT a fait remonter au Gouvernement ce

que vivaient les travailleurs et nous avons formulé des propositions pour répondre à leurs besoins. Je crois qu'avec les autres associations de solidarité, nous avons contribué à ce que des situations passées dans un premier temps sous les radars soient finalement prises en compte. Je pense à l'élargissement du dispositif d'activité partielle aux salariés des particuliers employeurs, à la prise en charge par l'assurance chômage des salariés démissionnaires, à la mise en place d'une prime exceptionnelle pour les plus fragiles... Les corps intermédiaires donnent à voir l'épaisseur de la société. Ils contribuent à créer des débouchés aux insatisfactions, aux besoins et aux aspirations des citoyens. Ils sont un rouage démocratique indispensable.

**« Les corps intermédiaires
donnent à voir l'épaisseur de la
société. »**

Gageons que cet échange avec les autorités publiques perdure. Pour faire face durablement aux conséquences de cette crise, la CFDT et les 54 autres organisations du Pacte du pouvoir de vivre ont proposé au Premier ministre d'organiser une conférence de la transformation écologique et sociale. Le monde de de-

main, nous devons tous pouvoir en assumer la responsabilité. Mais à nous, acteurs démocratiques, de montrer que nous en sommes capables. Elus politiques, syndicaux ou patronaux, représentants d'associations, à nous de faire preuve de nuance pour coller au mieux à la réalité. A nous de savoir écouter ce que les autres ont à dire, sans considérer qu'on aurait raison contre tous les autres. Le monde de demain, il ne peut pas être construit par des gagnants et subi par des perdants. Il ne peut être que le fruit d'un compromis.

A l'image de notre société, les entreprises sont aussi traversées par des intérêts divergents. Ceux des salariés ne sont pas moins légitimes que ceux des directions. C'est pour cela que la CFDT revendique une vraie codétermination à travers une meilleure implication des salariés dans les conseils d'administration et par un dialogue social renforcé. La démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte des entreprises. Dans la période, c'est par le dialogue social qu'il est possible de concilier reprise de l'activité et protection de la santé des travailleurs et des clients (dans les entreprises comme les administrations). Qui mieux que les salariés connaissent la réalité du travail et son organisation ? Les travailleurs

peuvent alerter sur de possibles risques sanitaires mais aussi faire des propositions d'aménagement de leur poste de travail. L'actualité a montré l'utilité du dialogue social. Là où la reprise a été négociée avec les salariés, l'entreprise a pu progressivement relancer sa production dans un climat de confiance. A contrario, là où la direction a voulu passer en force, des blocages sont apparus, allant parfois jusqu'à nécessiter une intervention judiciaire.

« La démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte des entreprises. »

Les incertitudes de la période, ses dangers et ses inconnues, nous incitent à beaucoup d'humilité. Compte tenu des risques sociaux, environnementaux et démocratiques, la sortie de crise doit reposer sur une pratique démocratique exemplaire qui associe les acteurs économiques et sociaux comme les territoires. Faisons le choix de l'intelligence collective.